



perçu mensuel de la situation de l'emploi en Haute-Savoie

Avril 2012

« Des chiffres tout en nuances »

Les évolutions d'un mois sur l'autre (données CVS)

Demande d'emploi de catégorie A

0,4 % Pour modéré qu'il soit, même s'il dépasse les références nationale (+ 0,1%) et régionale (+ 0,3%) ce nouveau décrochement dans la demande d'emploi vient renouer avec le cycle de hausse amorcé en juin dernier et que la pause baissière de mars n'a pu que ponctuellement rompre.

Avec, par rapport au mois dernier, 114 personnes supplémentaires inscrites à Pôle emploi, le palier des 29 000 demandeurs d'emploi est tout prêt d'être franchi.

Les 3 grandes catégories d'âge connaissent des évolutions contrastées entre le mouvement de hausse marqué pour les jeunes (+2,7 %), la tendance à la stabilité pour les « 25-49 ans » (+0,2 %) et le recul, certes peu significatif (-0,2%) mais néanmoins réel pour les « 50 ans et plus ».

Avril creuse une fois encore un écart de genre, les hommes restant sur un rythme haussier (+0,7 %) qui contraste avec la ligne de stabilité dont bénéficient les femmes (0,0%).

Demande d'emploi de catégories A B C

- 0,2 % Tout juste perceptible, parce qu'elle fait, somme toute, sortir 95 personnes des fichiers de Pôle emploi, cette baisse n'en est pas moins symbolique pour deux raisons :

- elle préserve, d'une part, la Haute-Savoie de la tendance haussière qui touche à un même niveau (+0,2%) Rhône-Alpes et la France entière,
- elle conforte, d'autre part, l'inflexion baissière que mars avait laissé percevoir.

Les tendances sur 12 mois (données CVS)

Demande d'emploi de catégorie A

8,5 % Dans la durée l'augmentation de la demande d'emploi dans le département est comme amplifiée, en considération des moyennes enregistrées aux plans régional (+8%) et national (+7,5 %).

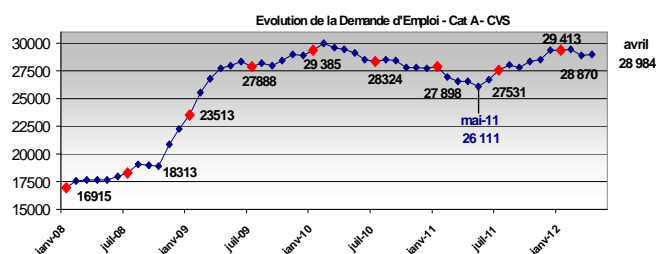
Sur 12 mois les rangs des inscrits à Pôle emploi ont significativement grossi avec l'entrée de 2263 personnes supplémentaires. Les jeunes hommes ont été durement frappés par cette augmentation (+11,5%), un constat qui a contrario donne à dire que les missions d'intérim, dans des secteurs où la main d'œuvre est surtout masculine et dont, habituellement, profitent prioritairement les moins de 25 ans, exercent une moindre dynamique sur le marché du travail.

Demande d'emploi de catégories A B C

7,7 % Supérieur aux données enregistrées à l'échelle de la région (+7,2%) et du territoire national (+6,5%) ce pourcentage de hausse vient confirmer si besoin était que les oscillations de la courbe de la demande d'emploi en flux comme en reflux sont dans le département toujours plus prononcées. Autre constante, les seniors ont du mal à résister (+11%) lorsque le marché du travail tend à se restreindre.

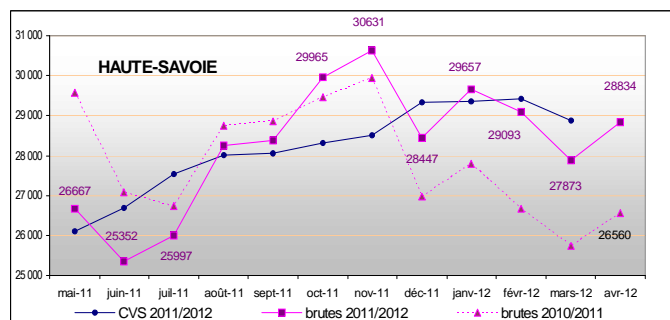


Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	avr-12	Variations	
		mensuelle	annuelle
CATEGORIE A (données CVS)			
Haute-Savoie			
Hommes	14 661	0,7%	9,2%
Femmes	14 323	0,0%	7,7%
< 25 ans	3 589	2,7%	6,3%
25 - 49 ans	19 103	0,2%	7,6%
50 ans et plus	6 292	-0,2%	12,5%
Hommes < 25 ans	1 883	3,6%	11,5%
25 - 49 ans	9 550	0,0%	7,9%
50 ans et plus	3 228	1,3%	12,0%
Femmes < 25 ans	1 706	1,8%	1,1%
25 - 49 ans	9 554	0,3%	7,3%
50 ans et plus	3 063	-1,7%	13,1%
Ensemble de la catégorie A	28 984	0,4%	8,5%



Evolution annuelle en données brutes

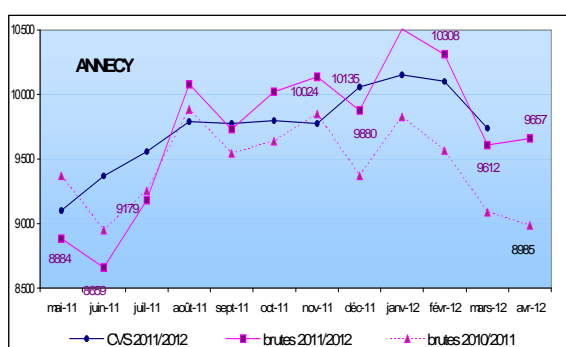
Haute Savoie



Données brutes	avr-11	avr-12	variation sur un an
HAUTE SAVOIE			
Hommes	13 526	14 782	9,3%
Femmes	13 034	14 052	7,8%
Moins de 25 ans	3 061	3 258	6,4%
entre 25 et 49 ans	17 785	19 142	7,6%
50 ans et plus	5 714	6 434	12,6%
Chômeurs de longue durée (CLD)	6 829	7 339	7,5%
Chômeurs de très longue durée (CTLD)	2 420	2 793	15,4%
Ensemble de la catégorie A	26 560	28 834	8,6%

Evolution annuelle par Bassin en données brutes

Le bassin Annecien



Pour le troisième mois consécutif, le territoire autour

Données brutes	avr-11	avr-12	variation sur un an
ANNECY			
Hommes	4 547	4 940	8,6%
Femmes	4 438	4 717	6,3%
Moins de 25 ans	1 069	1 085	1,5%
entre 25 et 49 ans	5 967	6 365	6,7%
50 ans et plus	1 949	2 207	13,2%
Chômeurs de longue durée (CLD)	2 420	2 595	7,2%
Chômeurs de très longue durée (CTLD)	824	1 024	24,3%
Ensemble de la catégorie A	8 985	9 657	7,5%

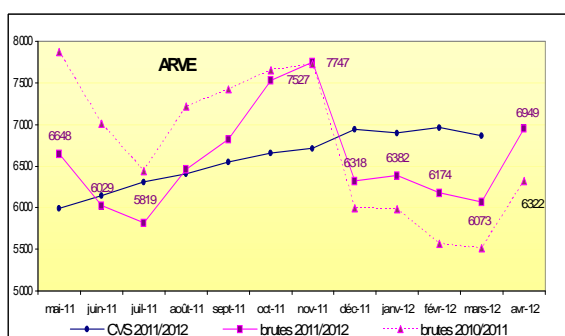
de la ville centre voit sa demande d'emploi augmenter départementale (+ 8,6%).

(+7,5%) à un rythme inférieur à la moyenne

Avec une constance similaire, la situation des moins de 25 ans semble, avec une hausse de 1,5%, contenue.

A l'inverse, les personnes de 50 ans et plus à la recherche d'un emploi restent proportionnellement nombreuses (+13,2%) La tendance pour les chômeurs de très longue durée (24 mois d'inscription et plus) demeure, avec des écarts qui se creusent par rapport aux autres territoires, fortement haussière (+24,3%).

L'Arve



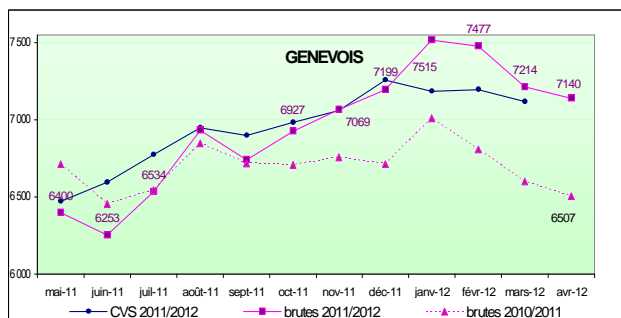
Données brutes	avr-11	avr-12	variation sur un an
ARVE			
Hommes	3 222	3 515	9,1%
Femmes	3 100	3 434	10,8%
Moins de 25 ans	799	894	11,9%
entre 25 et 49 ans	4 089	4 432	8,4%
50 ans et plus	1 434	1 623	13,2%
Chômeurs de longue durée (CLD)	1 528	1 705	11,6%
Chômeurs de très longue durée (CTLD)	626	707	12,9%
Ensemble de la catégorie A	6 322	6 949	9,9%

L'Arve enregistre une nouvelle fois une augmentation de sa demande d'emploi (+9,9%) la plus forte du territoire haut-savoyard. Les jeunes sont significativement impactés (+11,9%) par ce cycle haussier tout comme les seniors qui voient leur nombre progresser (+13,2%).

Si les demandeurs d'emploi de très longue durée se situent (+ 12,9%) sous la référence départementale (+15,4%), il n'en va pas de même pour les demandeurs d'emploi de longue durée (1 an d'inscription à Pôle-emploi) dont le pourcentage de progression (+11,6%) est là encore le plus élevé du département.

La hausse de 10,8% du nombre de femmes demandeurs d'emploi laisse entendre que le marché du travail commence à se tendre pour ce public.

Le Genevois



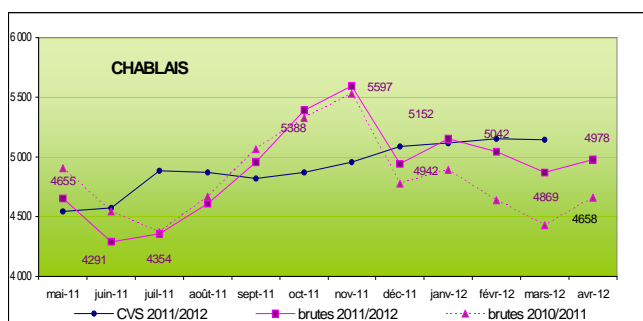
Données brutes	avr-11	avr-12	variation sur un an
GENEVOIS			
Hommes	3 415	3 839	12,4%
Femmes	3 092	3 301	6,8%
Moins de 25 ans	602	668	11,0%
entre 25 et 49 ans	4 605	4 975	8,0%
50 ans et plus	1 300	1 497	15,2%
Chômeurs de longue durée (CLD)	1 719	1 883	9,5%
Chômeurs de très longue durée (CTLD)	569	636	11,8%
Ensemble de la catégorie A	6 507	7 140	9,7%

Le Genevois, où la progression (+11%) des moins de 25 ans inscrits à Pôle-emploi dépasse de 4,6 points la donnée départementale (+6,4%) est plus encore confronté à une poussée, la plus marquée pour la Haute-Savoie (+15,2%) des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus.

La hausse (+9,5%), pour les demandeurs d'emploi de longue durée excède de 2 points le niveau haut-savoyard (+7,5%), tandis que le chômage de très longue durée (+11,8%) accuse une hausse en léger retrait par rapport à la moyenne du 74 (+15,4%).

C'est sur le Genevois que l'écart de hausse entre les demandeurs d'emploi hommes et femmes est le plus fort, (+12,4%) pour les premiers et (+6,8%) pour les seconds.

Le Chablais



Données brutes	avr-11	avr-12	variation sur un an
CHABLAIS			
Hommes	2 295	2 428	5,8%
Femmes	2 363	2 550	7,9%
Moins de 25 ans	575	592	3,0%
entre 25 et 49 ans	3 065	3 291	7,4%
50 ans et plus	1 018	1 095	7,6%
Chômeurs de longue durée (CLD)	1 151	1 143	-0,7%
Chômeurs de très longue durée (CTLD)	398	420	5,5%
Ensemble de la catégorie A	4 658	4 978	6,9%

Ce bassin d'emploi n'échappe pas au phénomène généralisé de dégradation de la demande d'emploi, mais avec des amplitudes légèrement atténuées par rapport aux autres bassins d'emploi. Ce constat se vérifie pour les demandeurs d'emploi pris dans leur ensemble (+6,9%) et pour les jeunes également (+3%).

L'effet de contraste est encore plus fort pour les chômeurs de longue durée en recul, c'est à souligner (-0,7%) comme si le Chablais devait faire figure d'exception à l'image du chômage de très longue durée dont la hausse est contenue à 5,5% soit près de 10 points sous la moyenne haut-savoyarde.

CONCLUSION

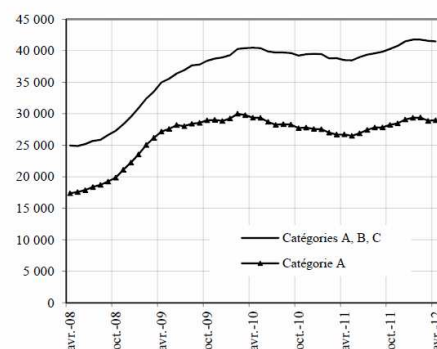
Tout en continuant à plutôt bien tourner, les moteurs de l'économie haut-savoyarde peinent à maintenir les niveaux de vitesse qui étaient les leurs en 2011.

Dans le même temps, ils ont plus de mal à exercer sur le marché du travail cette force d'entraînement qui permettrait d'inverser la tendance haussière de la courbe de la demande d'emploi.

Plus difficile, le retour à l'emploi n'en est que plus sélectif avec des conséquences dommageables pour les publics fragiles.

Pour prévenir les risques d'exclusion, tous les moyens dont les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) dans le secteur non marchand doivent être mobilisés et des efforts appellent par ailleurs d'être faits pour favoriser l'insertion des publics en difficulté à l'exemple des Clauses d'Insertion dans les Marchés Publics.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi, catégories A et A, B, C (données CVS)



Les Clauses sociales dans les Marchés publics

L'utilisation de la commande publique comme levier de développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi au bénéfice des personnes en difficulté sociale et professionnelle est désormais mise en oeuvre par l'ensemble des donneurs d'ordre publics (État, collectivités locales et leurs établissements publics).

Le développement des clauses sociales dans les marchés publics **contribue à la lutte contre l'exclusion et favorise la cohésion sociale**. En effet, les clauses permettent :

- des mises en situation de travail dans le cadre de parcours d'insertion pour un public éloigné de l'emploi classique
- d'avoir un effet « correctif » sur un marché du travail sélectif en direction des publics proches de l'emploi classique, en fin de parcours d'insertion professionnelle.
- de diversifier les modes de recrutement
- d'optimiser les démarches RSE (responsabilité sociétale des entreprises)

Dès la préparation d'un marché, l'acheteur public doit s'interroger sur comment intégrer les objectifs de développement durable, dont font partie l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Ainsi, selon **l'article 14 du code des marchés publics (CMP)**, l'insertion peut être une condition d'exécution du marché à la demande du maître d'ouvrage. Le choix de l'entreprise ne se fait pas sur des critères d'insertion de publics en difficulté. Les critères d'attribution du marché restent la valeur technique, le prix, le coût de maintenance, le délai de réalisation, etc. Simplement, l'entreprise qui soumissionne s'engage, si elle est retenue, à réserver une part des heures de travail générées par le marché, à la réalisation d'une action d'insertion par :

- ◆ le recours à la sous-traitance ou co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI)
- ◆ la mise à disposition de salariés rencontrant des difficultés particulières d'insertion via une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou une association intermédiaire (AI)
- ◆ l'embauche directe de personnes en difficulté sur le marché du travail via des contrats à durée de chantier, des contrats de professionnalisation, des contrats de travail à durée indéterminée....

Si l'on se réfère à **l'article 53**, l'insertion peut devenir l'un des critères de choix de l'entreprise attributaire. Cet article permet aux acheteurs publics de prendre en compte parmi les critères d'attribution du marché, en lien avec son objet ou ses conditions d'exécution, les performances de l'entreprise en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté (accompagnement mis en place, formations proposées, etc.) au même titre que des critères classiques tels que la valeur technique, le prix, le délai de réalisation, etc.



L'insertion peut également être l'objet d'un marché (**article 30**), quand un maître d'ouvrage achète des prestations d'insertion par le biais d'un marché de services de qualification et d'insertion professionnelle pour des publics ciblés (avec un atelier chantier d'insertion par exemple). Le marché a pour objet l'achat d'une prestation d'insertion sociale et professionnelle qui prend appui sur une activité support de la démarche d'insertion tels que le nettoyage de la voirie, la collecte des déchets, l'entretien des espaces verts, etc.

Enfin, il est possible de réserver des marchés ou certains lots d'un marché (**article 15 du code**) pour des structures qui accueillent des personnes handicapées, Entreprises adaptées (EA) ou établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Pour en savoir plus

- ➔ Le site national (annuaire, guides pratiques...) : <http://www.socialement-responsable.org>
- ➔ Liste des SIAE de Haute Savoie [http : www.rhone-alpes.direccte.gouv.fr/insertion-activite-economique.html](http://www.rhone-alpes.direccte.gouv.fr/insertion-activite-economique.html)
- ➔ L'UT DIRECCTE Haute Savoie, peut mobiliser l'appui d'un consultant pour accompagner les acheteurs publics, contact : Nadine HEUREUX, Pôle accès et retour à l'emploi nadine.heureux@direccte.gouv.fr

